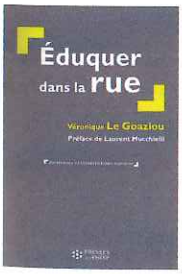
# Éducateurs de rue

# Travailleurs de l'ombre cherchent lumière

La prévention spécialisée doit-elle accepter de s'inscrire dans la prévention de la délinquance pour survivre ? Les éducateurs de rue doivent-ils sortir de l'ombre pour ne pas disparaître ? Entre crainte du glissement sécuritaire et nécessité de faire comprendre leur mission, aujourd'hui remise en cause par des coupes budgétaires drastiques, les éducateurs de rue sont bousculés par des interrogations profondes.

Après les attentats parisiens, l'État a annulé la suppression de 33 000 postes dans l'armée et annoncé 2 300 embauches dans les renseignements et la lutte contre la cyber criminalité. La prévention spécialisée reste oubliée, pire elle est en danger. Son financement incombe au Département sans être obligatoire. Du coup, un tiers des départements réduisent, parfois drastiquement, leurs subventions (*Lien Social* n° 1176 – et lire p. 42). Dans l'essai *Éduquer dans la rue,* la sociologue Véronique Le Goaziou soutient que l'avenir de la prévention spécialisée dépend de sa capacité à trouver sa place dans les politiques de sécurité. « *Les éducateurs développent des compétences pour travailler sur la délinquance. Il faut qu'ils acceptent de jouer le jeu pour insuffler de l'éducatif dans les politiques a priori plus répressives, sinon d'autres vont prendre cette place sans avoir leurs valeurs et leur savoir-faire.* »




Décembre 2015, édition Presses de l'EHESP

L'ouvrage de cette spécialiste des questions de délinquance et de violence souligne également la nécessité de donner à voir les pratiques. « *Beaucoup d'équipes ne sont pas douées pour mettre en valeur leur travail. Face au discours sécuritaire, elles œuvrent de façon discrète et jouent la carte de l'enfouissement.* » Les éducateurs de rue revendiquent l'absence de mandat, or ils sont à l'écoute des demandes des financeurs. Ils martèlent la libre adhésion, or les publics n'ont souvent pas d'autre choix que de se tourner vers eux. Ils valorisent une action sur le long terme très peu dans l'air du temps, or ils savent se montrer très réactifs.

## Obtenir des budgets, mais à quel prix ?

« *Piégées dans leur doctrine d'action, les équipes parlent de manière opaque et décalée de leurs interventions,* constate la chercheuse. *Aujourd'hui, le faire-savoir est une obligation pour toutes les associations, sinon elles risquent de disparaître.* » En effet, des politiques s'appuient sur ce manque de visibilité pour basculer le budget de la prévention sur la police municipale ou la vidéosurveillance. Si le décryptage d'*Éduquer dans la rue* met en lumière le métier d'éducateur de rue, il en bouscule

*« La collaboration avec une cellule préfectorale ne peut que nuire à un travail qui repose sur la relation de confiance. »*

les fondements en légitimant sa place dans la lutte contre la délinquance. Dans un climat d'attentats où il faut rassurer les citoyens, c'est un moyen d'obtenir des budgets. Mais à quel prix ? « *Les éducateurs n'ont pas envie de voir leur travail financé par les fonds interministériels de la prévention de la délinquance* (ndlr : FIDP), affirme Christophe Daadouch, concédant avoir une vision nostalgique de la profession. *Amener des gamins en voyage avec un financement FIDP, c'est induire qu'ils sont des délinquants potentiels.* » Spécialisé dans la protection de l'enfance et administrateur d'Imaj, club de prévention du Val d'Oise, le juriste craint la confusion des genres. « *On a de plus en plus besoin d'éducateurs dans les quartiers, et ils doivent rester dans leur cœur de métier. Même s'ils sont souvent les derniers adultes référents, ils ne peuvent pas remplir toutes les fonctions. La protection judiciaire de la jeunesse a une mission, la police une autre, la prévention spécialisée reste dans le domaine de la protection de l'enfance. J'ai peur qu'elle ne se disperse, notamment sur des missions de repérage de la radicalisation. La collaboration avec une cellule préfectorale ne peut que nuire à un travail qui repose sur la relation de confiance.* »

### Améliorer la visibilité et s'adapter

L'Association départementale pour le développement des actions de prévention spécialisée des Bouches-du-Rhône (Addap13) développe une autre stratégie. « *À la différence de certains clubs de prévention, l'Addap13 accepte des réunions et des partenariats qui ne semblent pas a priori naturels*, explique Elisabeth Brun, directrice du service centre-ville de Marseille. *Nous participons notamment au conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, qui nous demande des bilans où sont pointés les lieux de rassemblement de jeunes. Nous répondons parce que nous ne sommes ni dans l'ignorance, ni dans la rétention d'information, mais nous allons apporter une réflexion, un autre regard sur ces phénomènes. Nous sommes aussi là pour proposer de l'ingénierie sociale.* »

Née dans les années 60 du rassemblement de petites structures, l'Addap13 a le monopole de la prévention spécialisée dans les Bouches-du-Rhône. Sa convention de 15 ans avec le Département lui permet de se projeter jusqu'en 2023. Par volonté d'adaptation, la plus grosse structure de prévention spécialisée de France diversifie ses interventions avec la création d'un service de logements, de médiation sociale, de chantiers d'insertion, etc. En 2011, elle sollicite l'Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux pour comprendre comment transformer l'injonction des pouvoirs publics en une opportunité. Elle veut également donner de la visibilité à ses actions. Véronique Le Goaziou réalise, à ce titre, une enquête de 18 mois auprès des équipes de rue, de leur direction et de leurs partenaires. Abordé sous l'angle des liens entre l'intervention éducative et les politiques de sécurité, ce travail a d'abord donné lieu à des restitutions auprès des équipes de l'Addap13. Il a aussi nourri la réflexion d'autres clubs de prévention et des professionnels y compris ceux de la politique de la ville. Constat : dans un contexte où il faut à la fois communiquer, s'adapter aux politiques sécuritaires et échapper à l'instrumentalisation, les petites structures risquent la marginalisation.

**Myriam Léon**

### Coupes sèches

Partout, en France les coupes budgétaires fragilisent voire détruisent le travail des éducateurs de rue (voir le décryptage *LS* n° 1176). Dans une dizaine de départements, les réductions décidées pour 2016 sont sévères. En Côte-d'Or, le conseil départemental a voté le 18 décembre une diminution du budget de 300 000 euros pour la prévention spécialisée. Dans la Drôme, où le président du conseil départemental déclarait sur France Bleu le 18 janvier dernier préférer embaucher des gardiens d'immeubles plutôt que de maintenir les postes d'éducateur de rue... la coupe s'élève à 54% ! Dans les Yvelines, un appel à projet pour la création de deux équipes de prévention spécialisée déconstruit et bouleverse le travail des éducateurs de rue. Dans certains départements, la prévention spécialisée a déjà totalement disparue, comme dans le Loiret en 2013 et l'Yonne en 2014.

# Sur les pas de « l'intrus positif »

L'équipe de prévention spécialisée du centre-ville de Marseille compte vingt-sept éducateurs. Trois ont accepté d'évoquer leur quotidien, un seul de le partager. **Reportage.**

« *Si tu veux avancer, on avance. C'est toi qui décide. On peut toujours faire quelque chose, mais pour ça il faut que tu viennes me voir au bureau au Vieux Port. Dans dix mois, tu es majeur, ça sera plus compliqué.* » Éducateur de rue dans le centre-ville de Marseille, Gilbert Roux explique ainsi sa démarche : « *Mon patron, c'est les jeunes.* » En journée, son territoire englobe le très cosmopolite et commerçant quartier Noailles et La Plaine, secteur festif et bobo. La nuit, il élargit ses maraudes. Contrairement à ses collègues de l'Association départementale pour le développement des actions de prévention des Bouches-du-Rhône, il se veut visible et porte un blouson siglé Addap13, avec écrit dans le dos : EDUCATEUR. « *J'entends depuis vingt ans que la prévention spécialisée est en danger*, déplore le quadragénaire. *Je pense que cette précarité permanente [de notre métier] est entretenue par notre manque de transparence. Je suis convaincu de l'importance de notre travail. Et qu'il mérite de sortir de l'ombre.* » Grand, mince, visage anguleux, Gilbert est repéré de loin par les jeunes, qui souvent lui font la bise et le tutoie. « *C'est une manière de signifier que je fais partie de la famille. Il m'a fallu six mois avant d'établir ce rapport de confiance.* » Le public des éducateurs de rue de l'Addap13 a entre 10 et 21 ans. À la différence des grandes villes de France, le centre-ville de Marseille accueille encore une population en grande précarité. De nombreuses familles s'y entassent dans des logements insalubres. Fuyant cette promiscuité, les enfants se confrontent très tôt à la rue et entrent dans ses réseaux d'économie parallèle. Dans ce contexte, les éducateurs doivent faire face à des problématiques récurrentes : le décrochage scolaire, la recherche de formation et d'emploi, les addictions, la petite et moyenne délinquance et, pour les étrangers, les difficultés administratives liées à leur régularisation. Pour démêler les situations, prévenir les dérapages, enclencher des démarches d'insertion, ils s'appuient sur les associations et les institutions de proximité avec qui ils tissent des rapports privilégiés.

> *« Je pense que cette précarité permanente [de notre métier] est entretenue par notre manque de transparence »*

### Sortir de l'ombre

Gilbert Roux entame souvent sa tournée par une visite aux commerçants. Un vendeur de téléphone se plaint d'une baisse de clientèle de 50 % depuis que la nouvelle maire de secteur à décider de « *nettoyer Noailles* ». Les descentes de police sont fréquentes dans ce quartier réputé pour accueillir des primo arrivants parfois sans papiers. Les jeunes étrangers se mêlent aux jeunes résidents. Ils sont nombreux à participer au commerce de cigarettes de contrebande. Pour Gilbert, en-

Le bureau de l'éducateur de rue, c'est le snack, la place, le parc, le bout de mur, le bistrot, la boulangerie... partout où les jeunes passent.

tretenir le dialogue avec les commerçants permet d'avoir un regard permanent sur la vie du quartier. « *S'ils repèrent un jeune en difficulté, ils me le signalent, s'ils rencontrent des problèmes avec des minots, ils sollicitent mon intervention. C'est le bouche à oreille qui fait le cœur de notre métier, nos plus grands prescripteurs sont d'ailleurs les jeunes eux-mêmes.* »

Quelques mètres plus loin, il rejoint un groupe de vendeurs de cigarettes de contrebande, planté sous une caméra. Ce trafic peut désormais conduire en prison pour plusieurs mois. La première approche se fait souvent par des remarques sur le look. « *Ouah, la nouvelle coupe, et le survêtement blanc, c'est le dernier de l'OM. Celui là je ne peux même pas me le payer.* » Le temps de cet échange informel, l'éducateur reste sur place, visiblement disponible.

Dissimulé dans sa capuche, un adolescent en profite pour l'interpeller. Il semble angoissé. « *Gilbert, j'ai besoin de toi. Regarde ce que j'ai reçu.* » Convoqué au tribunal quinze jours plus tard pour la revente de deux cents cartouches, il risque l'incarcération. « *C'est beaucoup, tu le sais pourtant qu'avec la vidéosurveillance, ils voient tout. Bon, il faut absolument trouver une formation. Demain, j'amène un jeune à la mission locale, viens à 9 heures, je vais essayer de te faire passer en même temps, je connais la conseillère, elle est sympa.* » Après avoir garanti qu'il viendrait, il remercie, le sourire retrouvé.

Le lendemain, il sera orienté vers l'École de la deuxième chance. Si la prévention

*La prévention spécialisée s'articule autour du travail de rue, d'actions collectives et d'un d'accompagnement individualisé*

spécialisée travaille à moyen et long terme, ce genre d'urgence fait partie du quotidien. « *Ces situations peuvent être déclencheuses d'un déclic. Dans ce cas, il faut partir de la contrainte, pour arriver à l'adhésion. Le problème, c'est que la justice prend son temps. Ils sont souvent convoquer deux ans après l'infraction, parfois ils ne savent même plus pourquoi.* »

### « J'ai peur qu'il me refuse. »

Puis, l'éducateur rejoint un attroupement près d'un petit snack. Un vivier ! Après les quelques blagues d'entrée en matière, « l'intrus positif », comme il aime à se présenter, commence à prendre des nouvelles de chacun. Il interpelle un garçon : « *Tu ne devrais pas être au travail ?* » Le gamin grimace avant de lâcher : « *Ben oui, j'avais un CDI, mais au bout d'un an, j'en ai eu marre. Je suis parti, ça fait quinze jours.* » Le professionnel sent le loup. « *Comment ça ? Tu as démissionné ? Tu as fait une rupture conventionnelle ?* » Agacé, le jeune soupire : « *Non, je ne peux pas discuter avec le patron sinon on va se battre.* » « *Si tu veux, je téléphone avec toi, et je t'accompagne. Il te faut les papiers de l'employeur pour pouvoir t'inscrire à Pôle Emploi.* » « *Vas-y toi, moi je peux pas, je suis sûr que ça va trop mal se passer.* » « *Pas si tu lui téléphones, et pas si je viens avec toi pour discuter. Réfléchis, et quand tu voudras faire les démarches, tu m'appelles.* » Tous ces jeunes ont son numéro de portable.

Gilbert focalise sur un autre en le flattant sur son blouson. « *Il m'irait bien pour la moto. Et comment, ça se passe ton stage ?* » « *Ben, je lui ai fait un foireux, maintenant j'ai peur qu'il me refuse. Pourtant, ils sont super à l'école de la deuxième chance, ils m'avaient trouvé un bon stage et j'y suis pas allé. – Allez, viens à la mission locale jeudi, on verra ce qu'on peut faire.* » Un grand gars juché sur un scooter débarque dans le groupe. La bise et la question rituelle : « *Alors comment ça se passe ?* » « *Bien, je suis en formation de médiateur, ça me plait. Après, je voudrais peut-être continuer avec le diplôme de moniteur-éducateur.* » « *Super, tu assures ! Préviens-moi si tu as besoin d'un coup de main pour un stage.* » Petite respiration avant de poursuivre avec un jeune qui prétend avoir été pris en formation, mais qui visiblement tient le mur toute la journée. « *Avec des formations rémunérées 160 euros pour un mineur et 340 pour un majeur, on ne pèse pas lourd face à un chouffe* (1) *à 100 euros la journée. En même temps, je n'ai jamais de problème de recrutement quand je propose un chantier éducatif. L'argent propre, ça leur plait.* »

### Dire quand ça ne va pas

La prévention spécialisée s'articule autour du travail de rue, d'actions collectives (chantiers éducatifs, animations de place, voyages humanitaires…) et d'un accompagnement individualisé. « *Dans ma pratique je préfère être dans l'ombre,* précise Yacine Tagawa, éducateur sur le secteur Belsunce, quartier situé en face de Noailles de l'autre côté de la Canebière. *Je comprends qu'il faut des temps de visibilité pour recueillir des fonds, mais je suis plus à l'aise en immersion discrète. Les financeurs nous poussent beaucoup aux résultats alors qu'on est dans le contact. Le seul moment où notre action est quantifiable, c'est les voyages.* » L'Addap13 organise un chantier humanitaire dans un village berbère où les Marseillais restaurent un foyer de vie. Pendant un mois, ils parta-

(1) Travail de guetteur pour les dealers.

(2) Documentaire d'Hélène Milano sur le rapport au langage d'adolescentes de 13 à 18 ans vivant en banlieue parisienne ou dans les quartiers nord de Marseille.

**L'Addap13 en chiffres**

1960 : la Fédération des clubs et équipes de prévention des Bouches-du-Rhône (FCEP) réunit 24 clubs de loisirs et 10 clubs de prévention.

1973 : la FCEP est agréée organisme de prévention.

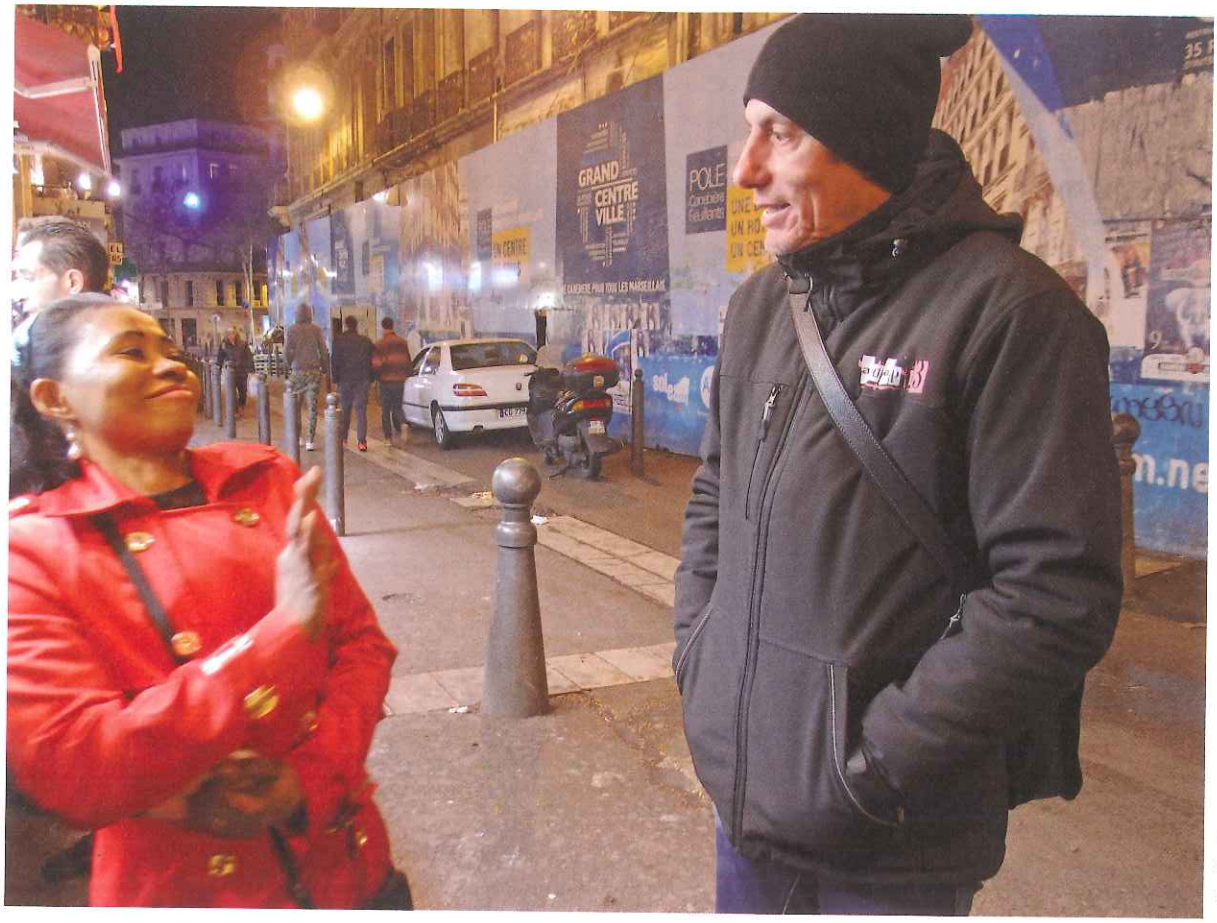
1987 : la FCEP devient l'Association départementale pour le développement des actions de prévention (Addap).

15 ans : durée de la convention avec le conseil départemental, soit jusqu'en 2023.

13 millions d'euros de budget dont 10 millions pour la prévention.

335 salariés dont 260 travailleurs sociaux intervenant dans 90 quartiers de 22 communes des Bouches-du-Rhône.

10 300 jeunes accompagnés chaque année par les éducateurs.




Gilbert entretient un dialogue permanent pour déméler les situations, connaître la vie du quartier.

gent le quotidien de Marocains qui travaillent du matin au soir, vivent dans la pauvreté, sans eau, ni électricité mais gardent la tête haute. Là, ils prennent notamment conscience qu'ils portent des baskets dont le prix pourrait nourrir une famille pendant un mois. « *Sur les douze participants, onze sont en formation ou en emploi, un est incarcéré. Les travaux ne sont pas finis, le projet est pertinent, alors on ne lâche pas même si pour l'instant c'est en stand by.* »

En 2015, le programme a été suspendu à cause des risques d'enlèvements et d'attentats. Les attentats de Paris ont également eu des répercussions sur le travail de rue. Ivre, un jeune de Belsunce a crié « *Je ne suis pas Charlie* » à des policiers venus le contrôler. Deux ans ferme pour apologie du terrorisme. « *Il avait un contrat de travail dans la poche. Maintenant, je suis en lien avec la mission locale pour préparer la sortie.* » Du coup, après les événements, les jeunes de Belsunce ont eu tendance à se cacher par crainte d'être stigmatisé.

« *La direction nous a demandé d'être très présents sur les quartiers, et j'avais envie d'y être. Au départ, on ne peut qu'apporter une oreille attentive. Puis, j'ai créé un groupe d'expression mêlant tout le centre ville. C'est surtout des filles qui ont adhéré au projet. On a fait un premier débat après la projection du film* Les Roses Noires *(2). Il a débouché sur deux thèmes: le délit de faciès et la radicalisation. Un noyau dur s'est formé, on va poursuivre ce rendez-vous en 2016, tous les deux mois, et il sera ouvert à tout le monde. Dans ces quartiers où on ne se mélange ni entre hommes et femmes, ni entre générations, il faut créer des espaces de rencontres.* »

En haut de la Canebière, dans le quartier des Réformés et du Palais Longchamp, Saïd Abdellaoui tente lui aussi de recréer du lien. « *Pour ces jeunes, l'adulte c'est: l'école qui les vire, la mission locale qui ne tient pas compte de leur désir, la police qui les contrôle. Mon rôle est de rétablir une confiance.* » L'éducateur organise des cours de hip hop au collège, des animations sportives le mercredi et des matchs de foot le samedi. « *J'arrive avec des cages et je fais l'arbitre, ça les rassure de voir un adulte qui s'intéresse à eux. C'est dans ces moments informels qu'on crée une intimité. Partager du plaisir, ça permet aussi de dire quand ça ne va pas.* »

Gilbert se sert également du foot pour casser l'ambiance des lieux de deal, mais pour l'instant l'ambiance n'est pas au sport. Il vient de faire peur à trois « caïds » aux yeux vitreux sur le cours Julien. « *Oh Gilbert, préviens! On a cru que c'était la BAC.* » L'un d'eux saisit tout de même l'occasion et l'attire un peu à l'écart de ses potes. « *J'ai un projet et une école qui veut bien me prendre, il ne me reste plus qu'à trouver un patron, tu connais un peintre qui pourrait me prendre?* » « *Là, non, mais viens on bureau, peut être que dans notre réseau on trouvera, sinon on consultera l'annuaire et on téléphonera.* »

Pas si simple. L'éducateur ne fait pas de miracle. Un peu déçu, le visage du petit dur redevient cependant celui d'un enfant reconnu et encouragé par un adulte. « *OK, je viendrai, parce que là j'en ai marre de traîner. Merci Gilbert et bonne soirée.* »

**My. L.**

Crédit photos : M. Léon